

Succession de Paul Biya

Un militant du Rdpc

met **Jeune Afrique** à nu



Délégué à la propagande et à l'éducation du comité de base de Melong-Centre, Michel Mombio s'insurge avec vigueur contre les insinuations du journal de Béchir Ben Yahmed

P.3

Fuite des athlètes

Le ministère des Sports au cœur de l'émigration clandestine

Depuis une dizaine d'années, à chaque compétition internationale, des sportifs désertent la délégation officielle du Cameroun une fois à l'étranger.

P.11

ASSISTANCE AUX RÉFUGIÉS

13 milliards pour soutenir des Ong

L'Union européenne a accordé ce financement, le 6 avril, aux Organisations locales et internationales œuvrant dans la partie septentrionale du Cameroun

P.8

CONSEIL NATIONAL DE LA CONSOMMATION

La nouvelle présidente invitée à éviter "la bureaucratie sclérosante"

Mme Jacqueline Koa a été officiellement installée avant-hier à Yaoundé, par le Mincommerce, Luc Magloire Mbarga Atangana

P.4

Pôle de Référence au Cœur du Golfe de Guinée
Pole of Reference at the Heart of the Gulf of Guinea



Port Autonome de Douala
Port Authority of Douala

A NEW IMPETUS UNE NOUVELLE DYNAMIQUE

- 📍 Centre des Affaires Maritimes Bonanjo
- ✉ BP : 4020 Douala - Cameroun
- 🌐 www.pad.cm
- ☎ Tél : (+237) 233 420 133
- ☎ Fax : (+237) 233 426 797 - 233 421 190
- ✉ E-mail : pad@pad.cm



SUCCESSION DE PAUL BIYA

Un militant du Rdpc répond à "Jeûn à fric"

Délégué à la propagande et à l'éducation du comité de base de Melong-Centre dans le Moungo (Littoral), Michel Mombio s'insurge avec vigueur contre les insinuations du journal de Béchir Ben Yahmed.

Diane Abada

Jeune Afrique dans son édition n°2985 affiche en couverture le portrait du ministre d'État, ministre de la Justice, garde des Sceaux, Laurent Esso. Avec comme titre : «Et si c'était lui ?». Le journal de la Rue d'Auteuil présente celui qui est par ailleurs délégué permanent du comité central du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) pour la région du Littoral, sans ambiguïté, comme probable successeur du président Paul Biya à la magistrature suprême. L'auteur de l'article, sans sourciller, indique que : «Esso le sait, il a une carte à jouer». Depuis lors, l'affaire fait grand bruit et envenime les commentaires dans les chaumières et salons huppés de la République. Plusieurs fois, le sujet a meublé les débats radiotélévisés. Même si, un peu partout sur l'étendue du territoire national, l'on s'accorde à reconnaître que Jeune Afrique s'est fourvoyé, un militant du Rdpc, parti au pouvoir, a décidé de rompre le silence afin de mieux éclairer l'opinion. Michel Mombio, puisqu'il s'agit de lui, dans un communiqué radio-presse en date du 5 avril, publié sur sa page Facebook, reconnaît que : «Si le droit à spéculer sur des sujets politiques dans son analyse prospective des événements ne saurait être contesté, force est de constater que dans le contexte camerounais, une telle démarche est pernicieuse». Le délégué à la propagande et à l'éducation du comité de base de Melong-Centre trouve que l'obsession permanente du journal de Béchir Ben Yahmed à trouver des dauphins tous les jours à Paul Biya vise, cette fois, à opposer le chef de



l'Etat à l'un de ses plus fidèles serviteurs. «Une telle démarche tendancieuse dont l'objectif inavoué est de semer la discorde afin de déstabiliser notre cher et beau pays, ne saurait prospérer», clame-t-il.

Calomnie. Pour ce faire, Michel Mombio, par ailleurs journaliste chevronné, au nom du comité de base de Melong dénonce «ce coup tordu d'un journal interlope». Il affirme que les militants de cette circonscription politique restent mobilisés, sous la conduite aussi discrète qu'efficace du « patron » du Rdpc dans le Littoral, Laurent Esso, afin d'assurer au président Paul Biya une réélection éclatante à la prochaine présidentielle. Enfin, l'ancien grand reporter de Le Messenger « invite les militants et tous les Camerounais à barrer la route aux différentes manœuvres de déstabilisation de l'État et de son chef, d'où qu'elles viennent. » Il y a quelques jours, le principal parti d'opposition au Cameroun, le Social democratic front (Sdf) apportait un démenti à propos d'un article paru dans l'hebdomadaire Jeune Afrique (dans sa dernière livraison) au sujet d'une prétendue rencontre entre le chairman, John Fru Ndi et le président Paul Biya, ainsi que la nomination de John Fru Ndi au Sénat pour succéder à Marcel Niat Njifenji. Dans un communiqué, le ministre du Shadow cabinet du Sdf en charge de l'Information et des Médias précise que : «La capacité d'invention et de mensonge des officines hideuses n'aura aucune limite à la veille des échéances (présidentielle, législatives et municipales, ndlr).»

Décidément, opposition et parti au pouvoir sont unanimes à reconnaître que le jeu trouble de Jeune Afrique, en ce moment, cache bien un complot. A se demander qui finance "Jeûn à fric" pour déstabiliser, en cette année de la présidentielle, et le Rdpc et le Sdf.

RDPC

Pas de renouvellement des bureaux des organes en préparation

Dans un communiqué signé le 10 avril de Jacques Fame Ndongo, secrétaire à la Communication du parti, Jean Nkuété dément la rumeur qui circule depuis quelque temps dans les réseaux sociaux.

Mamouda Labaran

Selon cette note, le secrétaire général du Comité central du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) «demande aux militantes, militants et sympathisants de n'accorder aucun crédit à ces allégations et tient à rassurer les responsables installés à la suite de l'opération de renouvellement des bureaux des organes de base de 2015 qu'ils restent bel et bien en poste jusqu'à la fin de leur mandat. » Par conséquent, Jean Nkuété « invite à poursuivre activement les inscriptions sur les listes électorales afin de pouvoir voter en toute sérénité, et garantir au Rassemblement démocratique du peuple camerounais d'autres victoires aussi éclatantes et confortables que celle qui vient de couronner l'élection des sénateurs, le 25 mars 2018. » En rappel, le renouvellement des bureaux des organes de base du parti et de ses organisations spécialisées est encadré par une circulaire du président national du



Jacques Fame Ndongo, la précision du Sg du Comité central est sans ambiguïté

Rdpc, Paul Biya. Cette circulaire, qui convoque le corps électoral militant, trace le cadre général du déroulement des opérations du renouvellement des bureaux des cellules, des comités de base, des sous-sections et des sections. Le dernier renouvellement des membres des bureaux des organes

de base du Rdpc avait eu lieu en août 2015. En effet, Paul Biya avait, à travers une circulaire, signé le 27 juillet 2015 prescrit que les candidats aux postes de responsabilité doivent « satisfaire aux conditions de résidence, de militantisme, d'engagement, d'efficacité, de compétence, de

moralité, de patriotisme, d'expérience, d'ancienneté, de civisme et de discipline ». Ainsi, par exemple, un candidat au poste de président de section devait avoir occupé antérieurement un poste de membre de bureau de section ou de président, vice-président, secrétaire ou trésorier de sous-section, exception faite des membres du comité central, des membres des bureaux nationaux Ofrdpc et Ojrdpc, des parlementaires et des maires. De même, il avait exigé que les listes prennent en compte « les critères d'intégration nationale, de représentativité et d'équilibre socio-politique, ainsi que les minorités ». La circulaire insistait sur le profil des responsables appelés à animer les organes du parti : « des hommes, des femmes et des jeunes loyaux, fidèles, convaincus, voués avec abnégation au service (du parti) dans l'intérêt de la nation, des responsables aptes à porter et à promouvoir la nouvelle dynamique impulsée au troisième congrès ordinaire » tenu en 2011.

CONSEIL NATIONAL DE LA CONSOMMATION

La nouvelle présidente invitée à éviter "la bureaucratie sclérosante"

Mme Jacqueline Koa a été officiellement installée avant-hier à Yaoundé, par le ministre du Commerce (Mincommerce), Luc Magloire Mbarga Atangana.

Diane Abada

« Le Conseil national de la consommation (Conaco, Ndlr) doit être proactif, anticiper et éviter la bureaucratie sclérosante. Bien qu'il soit un organe consultatif, je demande au Conseil d'être un organe dynamique, présent sur le terrain, expliquant aux consommateurs les évolutions du monde... ». Voilà en des termes clairs, des prescriptions de Luc Magloire Mbarga Atangana à la nouvelle présidente du Conaco, Mme Koa, née Alima Beyala Jacqueline, nommée par décret du Premier ministre, le 12 mars 2018. Le patron du commerce, continue en demandant à Mme l'administrateur civil principal hors échelle d'aller à la rencontre des consommateurs, en cas de pénurie d'un produit sur le marché. Question de leur expliquer la cause de la pénurie et leur donner des mesures palliatives existantes. Toutes choses qui, selon le Mincommerce vont éviter des idées préconçues faisant croire aux gens que le monde ne bouge pas. L'évolution sans cesse du monde oblige, les consommateurs sont « appelés à s'intégrer aux réalités économiques nouvelles ». En même temps, M. Mbarga Atangana incite l'organe servant de trait d'union entre le secteur économique, les



Photo de famille

pouvoirs publics et les consommateurs, à prendre le train de la rapidité et surtout de la conciliation des intérêts en présence. Et le membre du gouvernement d'enfoncer le clou : « Ne dormez pas ! Mobilisez-vous ! Investissez dans le terrain au quotidien ».

Missions du Conaco rappelées. L'occasion pour "le ministre de la lutte contre la vie chère" de rappeler

les missions dévolues au Conaco, créé par la loi du 06 mai 2011 : « promouvoir l'échange de vues entre les pouvoirs publics, les organisations de protection des intérêts collectifs des consommateurs et les organisations patronales ; favoriser la concertation entre les représentants des intérêts des consommateurs et les délégués des organisations patronales sur les questions relatives à la protection du consommateur, émettre des avis sur

tous les projets de texte à caractère législatif et réglementaire susceptibles d'avoir une incidence sur la consommation de biens et services... ».

Assurances aux consommateurs. Manifestement, Jacqueline Koa n'est pas en terrain inconnu. C'est depuis environ 30 ans que l'inspectrice générale des services au ministère du Commerce (au moment de sa nomination) côtoie ce secteur d'activité. La preuve, à la fin de la cérémonie qui a mobilisé des responsables des organisations consoméristes, des opérateurs économiques et des membres de la famille, Mme Koa, qui remplace Dr. Constantin Abéna Nguéma (décédé le 11 septembre 2017), rassure : « Je pense que j'ai des atouts qui me permettront d'assumer les missions qui m'ont été confiées. Nous saurons-nous entourer d'une équipe qui va nous permettre d'assumer nos fonctions... ». La sexagénaire et militante de la première heure du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), dans l'arrondissement d'Obala 3 (département de la Lékié, région du Centre) est mariée et mère de 5 enfants. Le maçon sera jugé au pied du mur !

14E JOURNEE DE RADIOLOGIE

Près de 300 médecins de 12 pays attendus à Douala

Ils plancheront sur l'amélioration de la prise en charge des Africains par les technologies avancées en imagerie médicale, du 25 au 28 avril.

Carole Oyono
(stagiaire)

Pendant quatre jours, le menu des activités prévoit un précongrès organisé en direction des médecins en spécialisation et aux manipulateurs. Sous le thème l'« accès optimal aux technologies avancées en imagerie médicale en Afrique », ces derniers recevront des cours en méthodologie de la recherche en radiologie, en radioprotection et en échographie doppler. Aussi, un congrès scientifique qui porte sur une soixantaine de communications orales libres est prévu ; avec parmi les séances, une, dédiée aux mémoires de fin de spécialisation. L'on assistera également à des expositions et au décernement des prix spéciaux. En effet, ces 14e journées qui se tiennent au Cameroun pour la troisième fois, réuniront les experts de l'Afrique francophone autour d'une table. Il s'agit précisément des spécialistes en radiologie, des ingénieurs biomédicaux, des techniciens d'imagerie médicale, des représentants industriels et des invités en provenance de la France,



de la Belgique, de la Suisse et du Canada. Selon la Société de radiologie d'Afrique francophone (Sraf), il est surtout question de former ou de mettre à niveau les connaissances des radiologues d'Afrique francophone et des techniciens d'imagerie médicale. La finalité, se rassurer que leur

formation est conforme aux standards internationaux, au regard de l'insuffisance des équipements et des ressources humaines qualifiée dans le domaine. Ce rendez-vous scientifique entend alors mettre à la disponibilité du patient moyen, les technologies comme le scanner et l'imagerie par résonance

magnétique (Irm), entre autres. De l'avis de Pierre Ongolo-Zogo, président du comité technique d'organisation des Jraf 2018, le programme national d'amélioration des plateaux techniques du Cameroun a nettement avancé dans sa mise en œuvre. Améliorant ainsi l'accès des populations à ces technologies. En clair, à en croire celui-ci, l'on est passé en moins de 10 ans de 2 scanners pour 18 millions d'habitants à ce jour à près de 30 scanners pour 25 millions d'habitants. Dans la même dynamique, l'on apprend que pendant la même période, il n'y avait pas d'Irm au Cameroun, alors que le pays en dispose à ce jour d'au moins six. De même, le ratio était d'un radiologue pour 700 000 habitants alors qu'à ce jour, il est d'un radiologue pour 250.000 habitants. Cependant, la situation reste préoccupante dans le pays et en Afrique francophone en général, du fait des coûts onéreux des examens. Ce rendez-vous reste donc une lueur d'espoir pour améliorer la situation des patients.

ENTREPRENARIAT

La révolution start-up

Généralement appelée jeune pousse, la start-up est une entreprise innovante à fort potentiel de croissance, et qui nécessite de lourds investissements. Le terme regroupe aussi celui-là qui n'est pas encore lancé sur le plan commercial. Cet univers dont les empreintes sont de plus en plus marquantes dans divers secteurs d'activités de l'économie camerounaise, offre aux jeunes entrepreneurs, une opportunité de s'autonomiser et résorber le chômage qui sévit dans le secteur de l'emploi. Le Cameroun figure parmi les leaders en Afrique francophone, en termes

de lauréats dans ce domaine. Cette année, pas moins de 38 start-up camerounaises font partie des 1 000 entreprises africaines sélectionnées dans le cadre du Tony Elumelu Entrepreneurship Programme (Teep), qui vise à accompagner 1 000 start-up africaines au moyen de financement d'un montant total de 50 milliards de francs Cfa sur une période de 10 ans. En 2018, en effet, le Cameroun affiche un nombre record d'entreprises sélectionnées, après les 19 et les 25 start-up ayant retenu l'attention du jury du Teep lors des éditions 2015 et 2016

de ce programme organisé par la fondation du milliardaire nigérian Tony Elumelu. Toutefois, les facteurs de création des start-up et le choix du secteur porteur cible, restent un serpent de mer plombé par la difficile accession aux financements. Ceux qui ont réussi à se frayer un chemin ont du subir un parcours de combattant : démarches administratives et bancaires, levée de fonds, etc. *Infomatin* jette un regard sommaire jusqu'à dans les méandres de cette niche économique.



Les formalités de création d'une start-up

Réussir à investir dans une entreprise au Cameroun et la faire croître, est un parcours onéreux de longue haleine. Cependant, la faire exister par la procédure légale n'est plus un secret, avec la création des centres d'accompagnement.

Carole Oyono
(stagiaire)

L'auto-entrepreneuriat ne cesse de se développer au Cameroun, porté plus par des jeunes créatifs et ambitieux. Une situation qui positionne d'ailleurs le pays ces derniers temps, dans l'équipe des leaders africains, en termes de création d'entreprises. Cependant, si l'aventure entrepreneuriale peut partir d'une simple idée, suivie de la recherche des financements et l'investissement concret sur le terrain, un parcours de longue haleine pas évident, il faut le dire, le processus de création formelle d'une entreprise au Cameroun a déjà été simplifié par l'ingéniosité du gouvernement. Et la start-up bénéficie donc de la même procédure, puisqu'elle est naturellement une entreprise, avant d'avoir la particularité d'être innovante, de posséder un fort potentiel de croissance et de nécessiter des financements importants pour sa mise sur pied. Autrefois, créer une entreprise au Cameroun s'apparentait à un long chemin de croix. Les instruments d'évaluation de l'environnement des affaires, à l'instar du Doing Business, classaient toujours le pays dans les profondeurs de leur hit-parade. Mais, avec l'amélioration du fonctionnement du Centres camerounais de formalités



des entreprises (Cfe) et celui des Centres de formalités de création des entreprises (Cfce), la donne a considérablement changé. Dans le cas où l'entrepreneur ne s'adresse pas directement à chacune des institutions impliquées dans le processus de création d'entreprise (le ministère des Petites et moyennes entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat, le ministère de la Justice, le ministère de Finances, la Caisse nationale de prévoyance sociale, la Chambre des notaires...), il

peut solliciter la procédure simplifiée, mise en place dans les centres d'accompagnement. Ces derniers ont alors la tâche de l'aider à faire exister son entreprise et la développer légalement, en droite ligne de la réglementation du droit des affaires et des investissements au Cameroun. Le lancement de ces guichets uniques regroupant toutes les administrations intervenant dans le processus de création des entreprises, permet la création formelle d'entreprise dans un délai n'excédant pas souvent 72h,

apprend-on du Cfce. Une facilitée couplée par la réduction des coûts de ces opérations, qui sont passés de 250 000 francs Cfa, à près de 50 000 francs Cfa.

Du concret. Un tour fait au Cfce, habilité à apporter une aide méthodologique et technique sur la question, révèle que la procédure de création d'une entreprise au Cameroun, diffère selon qu'il s'agit d'une entreprise individuelle ou d'une société (collective ou individuelle), mais également selon qu'il s'agit d'un entrepreneur camerounais ou étranger. Une nuance qui repose sur la liste des pièces à fournir (copie certifiée de la carte nationale d'identité, certificat de résidence, plan de localisation, contrat de bail...) et le coût du service presté. Le jeune entrepreneur peut alors parallèlement sillonner entretemps, des espaces d'échange et des manifestations autour de l'univers des start-ups, des sites spécialisés en recherche d'associés, entre autres. Des champs de co-working, pour développer ses idées, rencontrer des personnes brillantes et motivées pouvant l'aider, le conseiller et même s'associer à son initiative.

A la découverte des startupper camerounais

Ils sont nombreux ces jeunes qui ont fait leurs preuves aussi bien au plan national qu'international.

Nadine Bella

L'essor plombé

Les difficultés de financement, le défaut d'accompagnement, la mauvaise lecture du marché sans oublier la pression fiscale, expliquent entre autres l'échec des start-ups dans le monde et au Cameroun en particulier. Trop souvent, on forme des managers et non des entrepreneurs. Plusieurs startupper travaillent longtemps sur un plan d'affaires, plutôt que d'aller sur le marché pour confronter leurs idées à la réalité. Au-delà de l'accompagnement par des experts, l'autre difficulté pour les entrepreneurs demeure l'accès au capital. Les banques et les entreprises non seulement ne savent pas encore ce qu'est une start-up, elles sont allergiques en outre aux risques et ne veulent pas acheter une idée. Bien plus, les taux d'intérêt pratiqués sont beaucoup trop élevés pour ces jeunes porteurs de projets. Il se pose ainsi un problème évident d'amorçage et de financement. Tout à côté, il y a la pression fiscale qui finit par tuer ces initiatives dans l'œuf. Celle-ci bien sûr n'intervient pas beaucoup en cours d'année, mais ce n'est pas à la fin d'année, avec le minimum de perception, qui est un forfait arrêté sur la base d'un chiffre d'affaires fictif qui est imposé par le fisc et difficile à atteindre dans cet univers économique si difficile. Dans le même registre, il y a l'exigence de la dsf et là aussi, ce n'est pas évident. Le chef d'entreprise devra déboursier en moyenne deux cent mille en début d'année. L'on est souvent obligé d'emprunter pour régler cette somme. Il y a également le renouvellement de la patente qui s'accompagne inéluctablement de l'enregistrement du bail. Certains centres des impôts exigent le règlement tant des frais d'enregistrement que du précompte sur loyer pour une année. Ce qui est compréhensible pour les frais d'enregistrement ne l'est pas forcément en ce qui concerne le précompte: en fait, l'on exige de payer un impôt dont l'assiette n'est pas encore réellement constituée à savoir le loyer qui est généralement payé chaque fin de mois.

Henri Bomba

William Elong, promoteur de la start-up camerounaise Will & Brothers, spécialisée dans l'intelligence économique et l'innovation technologique, figure en 7ème position dans le top 30 des jeunes entrepreneurs africains les plus prometteurs en 2016. Un classement publié par le célèbre magazine américain Forbes. Will & Brothers a notamment développé l'application DroneAfrica, qui permet d'offrir, apprend-on, le tout «premier service de drone civil» au Cameroun. En effet, grâce à cette application, un drone équipé d'une caméra miniaturisée peut être piloté à distance, afin de capter des images inédites sur des rayons très étendus. Arthur Zang, né à Mbankomo le 26 novembre 1987, est un ingénieur et informaticien camerounais. Il est le créateur du CardioPad et le Président directeur général (Pdg) de Himore Medical Equipments. En 2004, il obtient une licence d'informatique à l'université de Yaoundé I. Ensuite, il fait des études d'informatique à l'école nationale supérieure polytechnique (Ensp) et obtient un diplôme d'ingénieur en informatique, conception et génie logiciel en 2010. Lors d'un stage d'étude dans un service de cardiologie, il a l'idée de créer un logiciel capable de reproduire sur une tablette informatique un électrocardiogramme, dans la perspective de le rendre accessible, via internet, à un cardiologue capable d'analyser à distance les données enregistrées. Celui-ci suit des cours en électronique en ligne pour fabriquer sa tablette. Par la suite, il fonde l'entreprise Himore Medical Equipments. Il obtient plusieurs bourses ou prix pour mettre au point ce logiciel diffusé sous le nom de «Cardiopad». La startup camerounaise Kiro'o Games, fondée par le jeune Olivier Guillaume Madiba, passionné d'informatique, a, le 14 avril 2016, procédé au lancement officiel de Aurion. C'est le premier jeu vidéo 100% made in Cameroon, qui a permis au pays d'intégrer le marché très lucratif des jeux vidéo dans le monde. Olivier Guillaume Madiba est un jeune camerounais âgé de 28 ans et titulaire d'une licence en informatique. Il est le co-fondateur du Groupe Madia créé en 2007. «Madia est un Groupe parce que à ce jour nous sommes une association (géré par Mamia Patrick) et une Sarl (dont je suis le Directeur général) et nous créons le 3ème élément de ce groupe en ce moment: le studio Kiro'o Games», déclare-t-il au cours d'une interview accordée à Campusjeune. «L'idée de créer un jeu est en fait en moi depuis



Churchill Nanje Mambe, Fondateur de Njorku

que j'ai 14 ans. J'étais fan de jeux à ma plus tendre enfance, mais c'est quand j'ai croisé le jeu «Final Fantasy7» sur PlayStation que je me suis dit que je veux faire vivre ça à d'autres personnes.», poursuit le star-upper. Aujourd'hui, le rêve est devenu réalité.

Créée en 2016 par trois Français dont deux d'origine camerounaise (Duplex Éric Kamgang, le principal fondateur), Studely vise à faciliter les démarches administratives des étudiants en mobilité internationale (notamment africains)

souhaitant poursuivre leur cursus en France. Pour ce faire, elle leur délivre «l'attestation de ressources» exigée par les consulats pour le visa d'entrée dans l'Hexagone. Basée à Clichy (France), Studely dispose de trois bureaux en Afrique (Cameroun, Togo et Mali).

Un vaste champ de prolifération

Que ce soit dans l'agriculture, le commerce, l'informatique, l'éducation ou la santé, plusieurs secteurs sont pris en otage par cette nouvelle tendance.

Pélagie Nquimbous
(stagiaire)

Il ne se passe plus une journée sans que l'on entende parler de start-up, preuve que l'avènement du net dans les années 90 a favorisé la naissance d'une nouvelle économie basée sur le numérique. Un univers qui, sans crier garde, a attiré de nombreux entrepreneurs qui se sont lancés sur le terrain inconnu, voir vierge où ils devaient tout créer. Ces entreprises qu'on pourrait qualifier de «jeunes» et certainement voué à un avenir prospère avec un fort potentiel, optent et proposent un produit ou un service innovant. Tout porte donc à croire que le champ de prolifération de ces start-up est sans limite, d'autant plus que cette innovation reste étroitement liée aux technologies numériques. Sont donc concernés au Cameroun par cette nouvelle trouvaille, l'ensemble des secteurs économiques et sociaux. Notamment la santé, la communication, l'agro-business, le management, entre autres. Les start-up comme Adways ou Edupad ou encore Livemento démontrent à suffire la place qu'occupe ce nouveau procédé dans la vie de la population, car ces dernières au fil des jours révolutionnent l'enseignement, vu qu'ils



offrent un soutien virtuel efficace et des contenus numérisés ludiques et pédagogiques. Sans compter le succès du fameux Cardiopad d'Arthur Zang, dans le secteur de la santé. Pour ce qui est des Technologies de l'information et de la communication, les dernières informations font état de ce que des recherches sont effectuées par Airnov, pour faire du drone un partenaire fidèle de l'agriculture. Selon les scientifiques, cet appareil volant aura pour rôle d'analyser les besoins du sol en arrosage ou en enrichissement. Les données numériques qui en découlent, vont permettre de gérer les besoins des cultures et de le faire au niveau intra parcellaire. A ce jour, aucun secteur n'échappe alors à

l'émergence et la croissance des start-up, la raison de fait étant l'innovation numérique qui est en passe de changer le monde. Le terme de révolution numérique demeure à comprendre très littéralement: un changement brutal et radical, une révolution liée aux start-up à 90%. Les vendeurs de produits en ligne ne peuvent pas dire le contraire, car le e-commerce s'est imposé à tous. Le site Venteprivée.com s'illustre en particulier dans ce secteur. D'autres industries classiques également connaissent un grand essor du fait de leur transformation numérique. Preuve que les start-up sont donc présentes dans tous les secteurs d'activités et contribuent à forger un monde nouveau.

Un problème de financement

Les entrepreneurs font face aux taux d'intérêt élevés proposés par les banques.

Mamouda Labaran

Pour monter une usine de fabrication de cartes magnétiques dans la capitale camerounaise, le jeune Arthur Zang, le père du Cardiopad a tablé sur la vente de 53 spécimens de cet appareil qui coûte 2 millions de francs Cfa l'unité. En effet, l'ingénieur informaticien dont la découverte a pourtant été plusieurs fois récompensée à l'international fait face à un réel problème de financement. Pour atteindre son objectif de créer dans un premier temps 150 emplois directs, l'ingénieur polytechnicien camerounais et son équipe se sont employés à trouver des financements pour dédouaner les 600 tonnes d'équipements stockés au Port de Douala. Comme le diplômé de l'École polytechnique de Yaoundé, de nombreux entrepreneurs africains et particulièrement camerounais éprouvent d'énormes difficultés pour trouver des financements. On pointe du doigt, non seulement un



Olivier Madiba, « Kiroo Rebuntu, les prémices d'une Finance

secteur bancaire inadapté, mais également un système d'aide à l'innovation à l'état de chantier. Selon des statistiques d'experts, sur la zone francophone, les taux d'intérêt des prêts consentis par les banques commerciales oscillent entre 10 et 17 %. Un tarif jugé prohibitif pour les

entrepreneurs qui souhaitent passer d'une idée à un produit sans risquer le surendettement. Comment y donc remédier ? La question a été évoquée à l'occasion des Journées nationales des diasporas africaines (Jnda), les 31 mars et 1er avril à Bordeaux, en

France. Assises au cours desquelles un panel d'experts a examiné quelques solutions de financement. Pour les participants, afin de répondre aux défaillances du système bancaire, il faut des programmes de prêts à taux zéro. C'est le cas de la plateforme de financement du programme Afrique Innovation. De même, l'on doit pouvoir recourir aux fonds d'amorçage et de capital-risque destinés aux entreprises encore en manque d'argent pour finaliser leur produit et dont le chiffre d'affaires est égal à zéro. On évoque dans la même veine, il y a le recours aux business angels, une option de plus en plus courue par les entrepreneurs africains. De nombreuses start-up africaines ont recours au financement participatif pour compléter leurs fonds propres. On ne saurait oublier les concours de start-up, portés par de grands groupes ou de grandes universités. Au Cameroun, soutenir les start-up par des appuis directs est l'une des préoccupations de l'heure au ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat). A l'international, depuis juin, les promoteurs de start-up au Cameroun peuvent se rendre sur le site web www.XL-Africa.com, afin de postuler au programme d'incubation des start-up africaines les plus prometteuses que vient de lancer la Banque mondiale. Dans le cadre de cette initiative, les promoteurs des 20 start-up sélectionnées sur le continent africain bénéficieront d'une formation de cinq mois ponctuée d'enseignements théoriques et pratiques en matière de gestion des entreprises. Ils bénéficieront par ailleurs d'un appui visant à améliorer leur visibilité régionale, et auront accès à de potentiels partenaires d'affaires et investisseurs.

Un pool économique énergétique

Depuis 2013, le Cameroun connaît une ascension des start-ups. Le pays abrite pour la première fois, des start-ups sous l'angle de véritables entreprises avec un plan d'affaire précis. Elles sont dirigées pour la plupart par des multinationales qui ne lésinent pas sur les moyens pour se développer sur l'ensemble du territoire camerounais. Le groupe Bolloré Africa Logistics lance la plate-forme C-discount en 2014, un site spécialisé dans la vente en ligne. Mais le plus gros investissement c'est celui d'Africa Internet Group (Aig) conduit par Rocket Internet, l'un des plus grands incubateurs de start-up dans le monde. Sous la houlette des actionnaires comme Mtn, le groupe Aig lance en janvier 2013, une dizaine de start-up spécialisées dans des domaines précis. Jumia (supermarché en ligne), Kaymu (spécialisé dans la vente généralisée des produits), Everjobs (premier portail pour la recherche de l'emploi), Carmudi (site de location et de vente de voitures), Lamudi (site de location et de vente d'immobiliers), Jovago. Le développement de ces nouveaux modèles d'entreprises transforme depuis quelques années de manière significative l'économie du pays. On compte aujourd'hui des millions d'emplois créés avec l'avènement des start-up en Afrique. Le groupe AIG à lui seul, par exemple, emploie pas moins de cent personnes au Cameroun. Ainsi, le marché numérique n'a cessé de s'accroître. Ayant dépassé le statut de niche de marché, il est aujourd'hui l'un des marchés les plus convoités par les grandes entreprises internationales du secteur tel que Google (avec sa branche Google Afrique), Facebook, etc.

A.M

Ces start-up qui comptent en Afrique

Elles excellent dans diverses activités tant dans les Tic, que dans la médecine.

Henri O. Bandolo

Qui n'a pas encore entendu parler du Cardiopad du jeune Camerounais Arthur Zang, certainement la startup camerounaise la plus connue au monde ? En effet, cette innovation technologie mise au point par la structure Himore Medical, qui a reçu plusieurs récompenses internationales, se présente sous forme d'une tablette médicale africaine, la première d'ailleurs. Elle permet de relever les paramètres cardiaques d'un patient et de les transmettre à distance à un médecin spécialisé pour interprétation, palliant ainsi l'insuffisance de cardiologues dans les hôpitaux. A côté de la création d'ingénieur informaticien Arthur Zang, il y a la jeune pousse Njorku propriété du Camerounais Churchill Mambe, qui a été sélectionnée par le prestigieux magazine Forbes pour figurer parmi les 20 start-up qui comptent en Afrique, en 2016. En effet, 11 mois après sa création, la startup camerounaise spécialisée dans des offres d'emplois et de services hôteliers, (basée à Buea au Cameroun), connaît son heure de gloire depuis qu'elle a été sélectionnée fin 2016 parmi quelques célébrités, comme le réseau de messagerie instantané sud-africain Mxit et ses 45 millions



Arthur Zang, créateur du cardiopad

d'utilisateurs, mais aussi beaucoup d'autres jeunes pousses venues du Ghana, du Kenya ou du Nigeria. Selon Bertrand Kima, l'un des quatre fondateurs de cette plateforme, «L'idée de Njorku est venue en 2009, nous avons travaillé sur le projet en 2010 avant de créer réellement Njorku en 2011». Depuis, le succès est grandissant, avec environ 15 000 visiteurs par jour désormais, et plus de 50 000 annonces d'emploi. Recensant tout d'abord les offres au Nigeria, Njorku (éléphant dans la langue Dikome Balue) s'est peu à peu étendu au Cameroun, à l'Afrique du Sud, au Ghana, au Kenya, en Ouganda puis en Égypte. Basé à Baltimore, ce jeune entrepreneur, comme les autres co-fondateurs de Njorku, compte couvrir tous les pays africains. Dans les Technologies de l'information

et de la communication (Tic), plusieurs jeunes ont mis en place des projets intégrant les solutions «Applications Programming Interface (API)» développées par l'entreprise des télécoms. Le meilleur projet «Echelon Fast Travel» primé lors du concours «Challenge API» lancé par l'opérateur de téléphonie mobile Orange Cameroun a été présenté par Franklin Fofé, et a consisté en la mise en place d'une application permettant d'acheter des tickets de voyage par Mobile Money ou par Internet. Les deux autres projets, apprend-on, sont respectivement un service de soutien scolaire en ligne baptisé «Smart's Cool», et une application pour la sécurisation et la gestion des véhicules présentée par une start-up dénommée Kiama Electronics.

ASSISTANCE AUX RÉFUGIÉS

L'Union européenne offre 13 milliards Fcfa

Ces fonds contribueront au redressement socio-économique et à la lutte contre l'insécurité alimentaire dans le septentrion.

Annette Mindjié
(Stagiaire)

L'Union européenne (Ue), a accordé un financement de 20 millions d'euros, soit 13 milliards de francs Cfa environ, à deux consortiums composés d'organisation non-gouvernementales locales et internationales. Ledit financement A est supporté par le fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique. Il vise, apprend-on, la mise en œuvre de deux programmes portant sur le redressement économique et social inclusif. Le financement s'intéressera également à la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême Nord du Cameroun.

Le premier consortium est constitué de nombreuses associations dont : Action contre la faim (Acf), Première urgence internationale (Pui), Croix-Rouge Française (Crf), Care France (Care) et Solidarités Internationale (SI). Ce groupe bénéficie d'un financement de 8,45 milliards de Fcfa sur trois ans, dédié à la mise en œuvre du Programme de Redressement économique et social inclusif et de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des territoires du Nord et de l'Extrême-Nord (Résiliant).

Le second consortium quant à lui regroupe l'Agence néerlandaise d'assistance au développement



(Snv), Action pour la promotion de la santé et l'environnement (Aprospen) ainsi que la Cellule d'appui au développement participatif intégré (Cadepi). Il obtient un financement de 4,55 milliards de Fcfa pour la mise en œuvre du Projet de Renforcement de la résilience des populations des Régions septentrionales au Cameroun (Presec). Actions Résilient et Presec couvrent 23 communes des régions ciblées et visent à répondre à des besoins identifiés, conjointement avec plusieurs ministères. Il est à noter que ce n'est

pas la première fois que l'Ue pose un acte de charité de cette envergure à l'endroit des victimes de la guerre contre Boko Haram. En novembre 2017, elle avait débloqué le même montant pour la prise en charge, et des réfugiés et des victimes d'actes de grand banditisme et d'insécurité dans le Grand Nord.

Humanitaire. Depuis en effet le déclenchement de la guerre contre la secte islamiste Boko haram, la région de l'Extrême-nord Cameroun connaît une forte pression démographique en raison du

déplacement des populations, l'arrivée en masse des réfugiés, sans oublier la baisse de l'activité économique. Le bilan dressé par l'Organisation internationale pour la migration (Oim)0.0 renseigne qu'en mai 2017, la région comptait 223 642 personnes déplacées internes. Parmi elles, 39 002 ménages ; 30 593 réfugiés non enregistrés et plus de 90 000 réfugiés nigériens. Plus de la moitié, soit, 60 000 d'entre eux, sont logés au camp de Minawao, et les 30 000 autres, sont dispersés dans les départements du Logone et Chari et Mayo Sava. Une situation qui n'est pas sans conséquence car, le déséquilibre socio-économique s'est installé. Le Cameroun ne disposant pas assez de moyens pour assurer le bien être de toutes ces personnes affectées par la crise, leur survie ne peut que dépendre de l'aide humanitaire venant des organismes internationaux. Ces derniers sont vraiment actifs depuis le début de la crise. Le Haut commissariat pour les réfugiés (Hcr), l'Organisation des Nations unies (Onu), le Programme alimentaire mondiale (Pam), pour ne citer que ceux-là, ne cessent d'apporter leur appui pour répondre aux besoins des déplacés et des réfugiés dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'alimentation, de l'hygiène etc.

HÉMOPHILIE

Une lueur d'espoir pour les malades

De nombreux chercheurs occidentaux montrent qu'il est possible de venir à bout de cette maladie grâce à un traitement génétique.

A. M
(Stagiaire)

Maladie génétique héréditaire, l'hémophilie se traduit par une difficulté du sang à coaguler du fait de l'insuffisance, voire de l'absence d'une protéine de coagulation habituellement présente dans le plasma. Cela signifie qu'en cas de blessure par exemple, l'écoulement du sang ne s'arrête pas, ou du moins très difficilement. L'hémophilie touche essentiellement les garçons et très rarement les filles, dans la mesure où la maladie se transmet via le chromosome X. Le mode de transmission reste un paradoxe car selon les scientifiques, la mère transmet la maladie au fils et le père à la fille.

La maladie se contrôle grâce au traitement substitutif consistant à injecter aux patients par voie intraveineuse, des facteurs de coagulation fonctionnelle. Si un traitement adéquat n'est pas encore disponible, il y a tout de même une lueur d'espoir pour les patients. En effet, deux études cliniques récemment publiées dans la revue The New England Journal of Medicine, montrent qu'il est



possible de guérir les hémophilies A et B grâce à la thérapie génique. A l'heure actuelle, de nombreux chercheurs travaillent sur cette théorie. En occident, certains traitements ont déjà été testés et ont permis aux malades de voir des effets de guérison, malheureusement temporaires. Néanmoins, il s'agit d'une première étape porteuse d'espoir pour tous les malades et

notamment pour ceux des pays du Sud pour qui les traitements par prophylaxie sont trop coûteux pour être entrepris.

Précaution. Au Cameroun, l'on dénombre 2000 malades hémophiles environ. Le chiffre n'est pas assez inquiétant et une association a été créée dans le but de défendre leurs intérêts. Bien plus,

il existe tout une fédération mondiale des hémophiles qui œuvre dans l'amélioration des soins administrés aux personnes atteintes de troubles de coagulation sanguine. De nos jours, l'espérance de vie d'un hémophile sévère se rapproche de celle de l'ensemble de la population, tout en conservant une très bonne qualité de vie. C'est le cas dans les pays développés, car le traitement pour un hémophile sévère bien traité coûte environ 100 000 francs Cfa par an. Pour mieux vivre, les personnes avec hémophilie doivent faire preuve de précautions à chaque instant pour éviter toute blessure qui pourrait leur être fatale. En outre, ils doivent surveiller leur poids pour éviter de peser sur leurs articulations. C'est aussi dans ce sillage qu'il faudrait peut-être situer cette semaine d'activité sur la journée mondiale de l'hémophilie pour une prise de conscience des populations, sur l'existence réelle de cette maladie, et de ses conséquences sur la santé publique. On ne guérit pas encore de l'hémophilie. Mais l'espoir de guérison est réel.

ART ORATOIRE

Une clôture sous fond de poésie

Les activités lancées il ya peu, par le Minac, pour remettre au goût du jour certains arts, se sont achevées ce 10 avril.

Pélagie Nguimbous
(stagiaire)

L'édition de l'appel

Bien que beaucoup reste à faire, l'envie de retrouver les salles de spectacles renaît peu à peu et aussi celle de se plonger dans l'écriture.

L'indifférence a été le mot qui n'a pu figurer dans les commentaires pour dénigrer ces séries de spectacles programmés au Centre culturel camerounais. Des familles entières, des personnalités pour déstresser après le travail, des étudiants en art et spectacle, des hommes de médias, tous ont pris d'assaut la salle de spectacle pour vivre des émotions à la camerounaise. Entre comédie, humour, conte, théâtre et poésie, les acteurs ont pu amener le public à se réconcilier avec l'art oratoire qui est en perte de vitesse. On se souvient qu'un conteur en la personne de François Alima décriait il ya peu que : «les gens ne s'intéressent pas beaucoup aux contes». Dans une posture d'éclaircisseur de conscience, il disait : «mais ils ont tort car dans le conte, on retrouve la sagesse africaine». Un conseil qui a été pris en compte par la population camerounaise si l'on s'en tient à la masse qui a répondu présente du 3 au 10 avril. Retrouver le chemin des salles de spectacle pour regarder et écouter, c'est non seulement être en quête de sagesse, mais plus encore de susciter en soi le virus de l'écriture. Paterne Essomba, élève en classe de terminale scientifique confesse que : «j'ai écouté Ali Mvondo, j'ai échangé avec Ambroise Mbia, je peux vous dire qu'ils me donnent l'envie d'écrire et je compte participer au prochain concours littéraire». Un virus qui avait contaminé Narcisse Mouelle Kombi. Ce dernier qui garde enfouit au fond de lui : «les émotions que m'a fait ressentir la belle pièce "Trois prétendants un mari" de Guillaume Oyono Mbia, comme je me suis délecté des belles œuvres du poète Léopold Sendar Senghor et de l'immense Aimé Césaire qui m'ont donné le goût et qui ont permis de me plonger moi-même dans l'écriture poétique». Un goût que tous les Camerounais devraient ressentir.

P. N
(stagiaire)

Entre poésie et slam, il ya eu du beau à voir et à entendre. Des spectateurs, venus vivre des scènes que proposent le Théâtre national et le slam de Rodrigue Ndzana, au Centre culturel camerounais, démontrent que le public a soif de tels moments. Une image qui nous rappelle les propos du ministre en charge de la Culture, Narcisse Mouelle Kombi, lors de la cérémonie de lancement des activités de la poésie, du théâtre et du conte, le 3 avril, dans ce même Centre culturel. Il déclarait alors que : «Nous n'imaginons pas le resplendissement, le rayonnement de la culture camerounaise sans les belles sonorités de notre poésie, sans la densité de la sagesse que véhiculent les contes et les fables camerounais ou encore sans les belles offres théâtrales qui ont fait le bonheur de plusieurs». Ils sont nombreux ces Camerounais et autres amoureux de la culture qui ont noté le rendez-vous culturel qui aura marqué le Cameroun. Le pays a d'ailleurs tenu à célébrer, à sa manière, les journées mondiales dédiées à ces arts



oratoires. Parmi eux, le ministre des Arts et de la culture qu'accompagnait le secrétaire exécutif du Cerdotola, le Pr Binam Bikoi, la présidente du Conseil d'administration du palais des congrès, Aminatou Ahidjo et des hommes de culture dont la renommée n'est plus à en douter. Pabé Mongo l'un d'eux, par ailleurs président de l'association nationale des poètes et écrivains du Cameroun n'a pas manqué de livrer ses émotions : «le spectacle qui nous a été offert compte plusieurs

générations d'auteurs de plusieurs nationalités. D'un auteur à l'autre, d'une génération à l'autre, le même souffle de la recherche de l'homme», nous dira-t-il. Un souffle que les acteurs, pour déclamer les différents poèmes présentés sont allés fouiller dans les écrits des Professeurs Narcisse Mouelle Kombi et Jacques Fame Ndongo. Arsène Beyene, comédien, nous renseignera que : «les auteurs écrivent, nous en tant que des comédiens, nous interprétons et nous faisons vivre les mots

qui sont sur les papiers qui ne vivent pas». Une vie qui a été redonnée au poème "Siècle triste" qui, d'après Arsène Beyene retrace «toutes les affres que connaît le monde que nous essayons d'énumérer pour attirer l'attention du grand public afin qu'il fasse attention. Pour que ce qui se produit ailleurs ne se produise pas là où nous sommes», résume-t-il en quelques mots ce poème, qui a, au cours de la soirée, participé à conscientiser le public malgré l'accent comique. Pabé Mongo, en fin poète, a pensé à trouver un thème englobant tous les poèmes qui ont meublé cette clôture d'activités : La recherche de l'homme. Il expliquera alors que : «nous recherchons l'homme à travers toutes ses vicissitudes et c'est un peu la réponse de la poésie au problème national d'aujourd'hui du vivre-ensemble qui retrouve dans le cadre panafricain le grand appel au panafricanisme. Les Africains doivent retrouver leur humanité commune par-delà les situations historiques que nous avons traversées». Des propos qui invitent à la conscientisation.

RODRIGUE NDZANA

Le slam, toute une histoire

Agé de 35 ans, le jeune homme qui se voue corps et âme dans cet art encore peu connu du public camerounais, esquisse un sourire d'espoir en l'avenir.

P. N
(stagiaire)

C'est avec joie que le public présent au Centre culturel camerounais accueille le passage de celui qui, au fil des jours, au fil des prestations, arrive à imposer le Slam. Le mot Slam qui, fait partie de l'art oratoire signifie "Claquer". Et contrairement à la poésie traditionnelle, le slam a le privilège de pouvoir utiliser les vers plus ou moins libres d'où l'introduction des expressions familiales. Cette capacité à sensibiliser les populations à travers des expressions tirées de l'argot, des langues maternelles, du néologisme, n'est plus qu'un jeu pour Rodrigue Ndzana, qui a pour seule envie : «de produire de la beauté pour divertir le public que ce soit en acapella ou avec l'accompagnement d'un instrument musical». Le slam qui jusqu'ici était considéré comme un art sans véritable enjeu a été sorti de l'ombre



par une jeunesse en quête de plus de visibilité. Parmi ceux-ci, Rodrigue Ndzana, qui téméraire et passionné de cet art a été fait champion du Cameroun du slam poésie en 2016. Le représentant du Cameroun à la coupe de la francophonie du slam en 2000, invite ses frères à faire plus de scène

et déclare avoir fait ses débuts en 2010. Malgré les difficultés, il a tenu bon : «Mon parcours n'a pas été facile. Quand tu es le premier à croire, les chemins ne sont pas balisés». À force de multiplier les sorties, il se dit fier d'avoir cru en son rêve : «je me suis accroché et aujourd'hui, on parle de

moi. Mon niveau actuel amène les gens à me contacter pour aller dans tel ou tel événement» déclare-t-il tout sourire. Titulaire d'un diplôme en gestion des entreprises, le jeune homme a des ambitions plus grandes que celles de simple leader du collectif 237 parole et du grand slam national. Il tient à être chef de projets pour permettre aux slameurs de se produire eux-mêmes afin de vivre de leur art : «c'est ça mon challenge, pouvoir servir de modèle et pousser beaucoup de slameurs à être épanouis pour que le slam devienne comme le Makossa, le rap. Il peut devenir une force de développement de l'Afrique et de la culture en générale». Un vœu qui commence à être exhaussé au vu de l'effectif et des cérémonies dans lesquelles les slameurs sont conviés. Il n'ya pas d'art mineur ni d'art majeur.

FUIITE DES ATHLÈTES

Le ministère des Sports au cœur de l'émigration clandestine

Depuis une dizaine d'années, à chaque compétition internationale, des sportifs désertent la délégation officielle du Cameroun, une fois à l'étranger.

Nadine Bella

TOURNOI DE L'UNIFFAC

Les Lions cadets en finale

Vainqueur du Congo Brazzaville tenant du titre (1-0) en demi-finale mardi, l'équipe du Cameroun sera face à la République démocratique du Congo ce jour au stade Ahmadou Ahidjo.

Des huit pays au départ de la compétition, il n'en reste que deux, le Cameroun et la République démocratique du Congo, qui ont fait des parcours sans défaite. Les Léopards cadets ont enregistré 3 victoires en 3 matchs. Les poulains d'Elibi Thomas quant à eux ont fait un match nul face au Tchad lors de leur première sortie (1-1), avant de prendre de l'avance sur Sao Tome-Principe (2-0) et la République du Congo (1-0). Cette rencontre finale servira de qualifications pour la Can Tanzanie 2019, où le vainqueur de cette 5e édition du tournoi de l'Uniffac représentera la sous-région. Le tournoi U17 de l'Uniffac (Union des Fédérations de football d'Afrique centrale) était initialement prévu en décembre dernier et a été repoussé à 2 reprises. Devaient prendre part à ce tournoi le Cameroun, le Gabon, la Guinée Equatoriale, la République du Congo, la Centrafrique, la République démocratique du Congo, Sao Tome-Principe et le Tchad. Les équipes gabonaise et équato-guinéenne ont été écartées. Le jour d'ouverture de la compétition, le comité d'organisation a annoncé la disqualification du Gabon (qui était pourtant présent à Yaoundé), pour n'avoir pas confirmé dans les délais sa participation au tournoi. Le pays tiré au sort sous réserve de présentation officielle confirmant sa participation, n'a malheureusement pas pu fournir le document. Les Equato-Guinéens également présents à la veille du coup d'envoi ont connu le même sort, car certains joueurs ne disposaient pas de passeports, document indispensable à l'identification des joueurs selon le comité d'organisation. Les deux poules ont été alors réduites à 3 équipes chacune.

M. T
(stagiaire)

Plusieurs athlètes appelés à défendre les couleurs nationales aux Jeux olympiques de 1996 ont pris la poudre d'escampette. L'équipe de boxe, particulièrement, en a souffert, avec la disparition de plusieurs pugilistes qui représentaient de réels espoirs de médailles pour la Cameroon team. Londres 2012. Les Jeux battent son plein. Sans aucun incident, en dépit des rumeurs non fondées évoquant une menace terroriste. La tension va monter d'un cran au village des Jeux, lorsque subitement, sept athlètes – cinq boxeurs, un nageur et une footballeuse – sur les 60 sportifs et fonctionnaires de la délégation camerounaise prennent la fuite. Responsables de la délégation, membres du comité d'organisation et services sécuritaires et d'immigration du Royaume-Uni sont tout aussi confus que les athlètes eux-mêmes et le public qui suit de près les exploits des athlètes des différents pays présents. Le dernier épisode en date est celui des Jeux du Commonwealth, qui se déroulent actuellement en Australie. Et les nouvelles qui parviennent de ce pays situé à l'autre bout du monde ne sont pas bonnes. Le Cameroun fait de nouveau parler de lui, suite à la fuite de ses athlètes. En effet, les trois haltérophiles Olivier Matam Matam, Arcangeline Fouodji et Petit Minkoumba, ainsi que les boxeurs Christian Ndzie Tsoye, Ulrich Yombo, Arsene Foko,



Christelle Ndiang et Simplice Fotsala ont disparu du village des athlètes alors qu'ils devaient entrer en compétition mardi, à l'occasion des 21e Jeux du Commonwealth qui se déroulent à Gold Coast, en Australie. « On ne l'a pas vu venir, quand les athlètes préparent un coup pareil, ils le font en toute discrétion. On ne sait pas quelles sont leurs motivations », résume, désabusé, Bertrand Mendouga, le président de la Fédération camerounaise de boxe, depuis Gold Coast, cité par le magazine Jeune Afrique dans sa version en ligne. Cet épisode de désertion lors d'une grande compétition n'est pas une première dans l'histoire

du sport camerounais. En 2006 déjà, lors des Jeux du Commonwealth organisés à Melbourne, 9 athlètes camerounais avaient pris la fuite.

Motivations. Au ministère camerounais des Sports, on refuse pour l'heure de s'exprimer sur l'affaire, et aucune explication n'est donnée pour justifier la disparition des sportifs. En 2012, Flaubert Mbiekop, un économiste camerounais interrogé par le Guardian, pense pour sa part que la raison est claire : les motivations de ces défections sont d'ordre économique. « Regardez les conditions économiques au Cameroun et

voyez comment le système est difficile pour la plupart des gens, particulièrement pour les athlètes qui ne reçoivent aucune aide de la part du gouvernement. Londres représente une chance ; je ne suis pas du tout surpris qu'ils l'aient saisie », explique-t-il au quotidien. Et il n'a pas totalement tort. Car, au Cameroun, près d'une quarantaine de fédérations sportives civiles nationales détentrices d'agrément exercent leurs activités. Sauf que, seul le football et davantage la sélection fanion, les Lions indomptables, bénéficie de tous les privilèges. Les autres fédérations croupissent dans la misère. A la vérité, le Minsep n'a aujourd'hui que faire du sort des sports mineurs. La vie des fédérations sportives, il s'en tamponne. L'urgence, pour lui, c'est la Coupe d'Afrique des nations (Can) de football 2019. C'est sa fixation. Son dada. Son obsession. Son point de mire. Pour l'Education physique, rien à cirer. On le savait déjà ministre du football en général, et des Lions indomptables en particulier. Il est ministre de la Can jusqu'à nouvel avis, point à la ligne. Le reste sans changement. Rarement il a tenu de conférence de presse pour mobiliser autour de la cause du judo et des disciplines affinitaires. Ou du badminton. Ou du tennis. Et encore moins le rugby, suspendu de toute compétition internationale.

HANDBALL

4 clubs camerounais en lice au Caire

Les Forces armées et police (Fap) dames et messieurs, As Minuh et Dynamique de Bokito ont quitté Yaoundé hier pour prendre part à la Coupe d'Afrique des clubs champions messieurs et dames, du 12 au 23 avril dans la capitale égyptienne.

Mamie Tinguetin
(stagiaire)

La 34e édition de la coupe d'Afrique des clubs champions de handball débute ce jour avec la rencontre opposant Fap de Yaoundé à Primero de Agosto d'Angola chez les dames. En messieurs, l'un des ambassadeurs du Cameroun, Fap évoluera dans le groupe B qui est composé de l'Etoile sportive du Sahel (Tunisie), Inter Club (Congo) et Al Nasser (Libye). AS Minuh de Yaoundé quant à lui est logé dans le groupe D avec le tenant du titre Al Ahly d'Egypte, Salinas du Gabon et Al Ittihad de Libye. Dans le groupe A, on note la présence du Widad Smara, les équipes de Jsk (Rd Congo), Phoenix (Gabon) et Kembata Durame (Ethiopie), alors que le groupe C comprend les équipes égyptienne de Héliopolis, ivoirienne de Red Star Oja, congolaise de Jsl et éthiopienne de Kirkos Sub City. Chez les dames, les dix équipes engagées ont été scindées en deux groupes. Dynamique Handball de Bokito devra arracher une qualification dans le premier groupe qu'elle partage avec



l'équipe angolaise, vainqueur de la dernière édition Primero de Agosto, Kara du Congo, Héritage de la Rdc et Al Ahly d'Egypte. Dans le second groupe, les Fap dames feront face à Atlético Petróleos de Luanda, Abosport du Congo, stade Mandji du Gabon, et Abita Hbc de Côte d'Ivoire. Le directeur technique national

de handball André Betome Epoupa a fait sa lecture des équipes camerounaises. « Cette année, la confédération a réussi à faire le plein en ce qui concerne la compétition vainqueurs de coupe. Généralement, c'est la Champion's League qui se joue en octobre qui a souvent le nombre de clubs relevés. Nous sommes en

début de saison, c'est déjà un handicap pour nous parce que nos équipes n'ont pas pu disputer beaucoup de matchs. Le deuxième handicap est la morphologie de nos équipes qui a le plus souvent des joueurs inexpérimentés et très jeunes à savoir Dynamique de Bokito. Nous comptons sur le fighting spirit des équipes, nous comptons également sur les résultats de leurs premières rencontres, à partir desquels la suite de la compétition peut être déterminée », s'est-il exprimé hier au Poste national. 25 équipes sont enregistrées dont 10 chez les dames, et 15 chez les messieurs. Le club des Forces Armées et Police, assidu à la compétition, se fera accompagner par Dynamique de Bokito, conduit par Serge Guebogo. Dans l'une ou l'autre équipe de la Fédération camerounaise de handball (Fécahand), les coaches vont renouer avec cette compétition continentale d'envergure qui permet généralement aux équipes d'améliorer leur jeu.



L'ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (ENAP) DU CANADA, DÉLOCALISE SES FORMATIONS EN AFRIQUE CENTRALE

Siège de la délocalisation : Cameroun - Lieux : Yaoundé et Kribi

Partenaire sous régional : IFTIC-SUP

(Pays concernés : Cameroun ; Gabon ; Tchad ; Guinée Equatoriale ; RDC ; RCA)

Se former à l'ENAP (Canada) en étant au Cameroun

FORMATIONS CONTINUES

CERTIFICATS UNIVERSITAIRES DISPONIBLES :

CERTIFICATION UNIVERSITAIRE EN GESTION DE LA PERFORMANCE DANS LE SECTEUR PUBLIC

GAR + BAR + PIFED

DATES

GAR : 2 au 13 avril 2018

BAR : 4 au 15 juin 2018

PIFED : 10 au 21 septembre 2018

COÛT

2 200 \$ US / formation

CLIENTÈLE

Cadres impliqués dans la modernisation de l'administration ou dans la planification, le suivi et l'évaluation de politiques et de programmes publics

CERTIFICATION UNIVERSITAIRE EN ÉVALUATION DU DÉVELOPPEMENT

PIFED – Programme de base + 3 modules spécialisés

DATES

PIFED : 10 au 21 septembre 2018

Module 1 : 19 au 23 novembre 2018

Module 2 : 26 au 30 novembre 2018

Module 3 : 3 au 7 décembre 2018

COÛT

PIFED : 2 200 \$ US

Module : 1 400 \$ US/module

CLIENTÈLE

+ Professionnels de l'évaluation

provenant d'administrations publiques, d'organisations internationales et d'entreprises spécialisées dans l'évaluation + Cadres, gestionnaires et professionnels agissant dans le secteur public et concernés par l'évaluation de la performance de leurs interventions

En plus des formations dispensées à Québec, l'ENAP se rapproche de vous avec des formations dans votre pays.

En 2018 à Yaoundé :

- + 2 certifications universitaires :
 - Évaluation du développement
 - Gestion de la performance
- + 6 formations :
 - Programme international de formation en évaluation du développement (PIFED) – programme de base
 - 3 modules spécialisés en évaluation
 - Gestion axée sur les résultats (GAR)
 - Budgetisation axée sur les résultats (BAR) : le passage au budget – programme

Calendrier des formations offertes à Yaoundé en 2018

	Printemps		Été			Automne-Hiver	
	Avril		Juin			Septembre	
						Novembre	
						Décembre	
Gestion axée sur les résultats (GAR) 2 au 13 avril 2018	■						
Budgetisation axée sur les résultats (BAR) 4 au 15 juin 2018			■				
PIFED : 10 au 21 septembre 2018						■	
Module 1 : 19 au 23 novembre 2018						■	
Module 2 : 26 au 30 novembre 2018						■	
Module 3 : 3 au 7 décembre 2018						■	

CRITÈRES D'ADMISSION

Toute personne candidate à une activité de perfectionnement doit être titulaire d'un diplôme de 1er cycle universitaire (équivalent à BAC+3) et disposer d'une expérience de gestion dans un organisme public ou parapublic ou dans un projet de développement international ou encore détenir une combinaison de formation et d'expérience jugée appropriée pour les formations choisies.

INSCRIPTION

Les formulaires d'inscription aux formations sont accessibles sur le site Web de l'ENAP :

www.cameroun.enap.ca

Les cours de Master en administration publique de l'ENAP du Canada démarrent courant 2018 à Yaoundé. Pour tout renseignement voir adresses ci-dessous

Pour nous joindre :
 Benoît BIKELE EBANGA, Directeur adjoint des études IFTIC-SUP
 Courriel : bbikele@gmail.com
 Téléphone : (237) 677 924 889

Direction des affaires internationales
international@enap.ca
 +1 418 641-3000, poste 6466
 Pour connaître les nouveautés, abonnez-vous au bulletin Info-Formation : www.infoformation.enap.ca

CRISE SYRIENNE

Trump pour des frappes punitives contre al-Assad

Américains et Français visiblement déterminés à braver le veto russe aux Nations Unies.

Diane Abada
Source : afp.com

Après l'attaque chimique du 07 avril imputée au régime de Damas, dans la ville insurgée de Douma (dans la Ghouta), le président américain Donald Trump est dans tous ses états. Sans mettre des gants, le successeur de Barack Obama menace la Syrie de nouvelles frappes. «Tiens-toi prête, Russie, les missiles arrivent», signe le patron de la Maison Blanche, dans un tweet, avertissant ainsi Vladimir Poutine (suppôt de Bachard al-Assad) de frappes américaines imminentes contre la Syrie. «Les Russes ne doivent pas être les partenaires d'un animal qui tue son peuple avec des gaz...», poursuit Trump. «Nos relations avec la Russie sont pires aujourd'hui qu'elles ne l'ont jamais été, incluse la guerre froide», fulmine le président milliardaire et magnat de l'immobilier. S'achemine-t-on vers le renversement du régime dictatorial de Damas ?

Les Russes sur le qui-vive. Pendant ce temps, comme par le passé, Moscou dément toute utilisation d'armes chimiques et met en garde les États-Unis contre des éventuelles frappes qui auraient de graves



Poutine et Trump, une désunion sur la crise syrienne

conséquences. D'ailleurs, dans ce qui apparaît comme l'entrée des deux puissances militaires dans un autre cycle de guerre froide, l'armée russe promet une riposte directe en cas de menace de vie pour la vie de ses soldats stationnés dans le pays asiatique. «Les missiles intelligents doivent voler en direction des terroristes et non pas en direction du gouvernement légitime, qui lutte depuis plusieurs années contre le terrorisme international sur son territoire», a réagi sur les réseaux sociaux le porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova. Non sans insinuer que les frappes

américaines pourraient servir à dissimuler «les traces des provocations» que les Occidentaux dénoncent comme une attaque à l'arme chimique dans l'enclave rebelle de Douma.

Coalition occidentale ? Au moment où nous allons sous presse, les Occidentaux maintiennent intacte leur détermination à riposter fermement à l'attaque chimique présumée imputée au régime de Bachar al-Assad en dépit du veto (le 12^e en 7 ans de guerre) russe le 10 avril au sein du Conseil de sécurité des Nations unies (Onu) à un projet de résolution américain

visant à créer un mécanisme d'enquête sur le recours aux armes chimiques en Syrie. «La France mettra tout en œuvre contre l'impunité chimique», a assuré l'ambassadeur français François Delattre. Mais déjà, certains élus de gauche et même de droite se montrent plus prudents à une telle escalade à l'étranger. Intervenir, d'accord, mais pas seuls, met en garde un élu Les Républicains. Une condition à laquelle Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la France, ne souscrit même pas. Pour lui, c'est une très mauvaise idée, avec ou sans allié. C'est manifestement une classe politique française divisée au sujet de ces représailles militaires. Beaucoup de Français redoutent vivre un Irak bis de George W. Bush. S'inscrivant dans cette fièvre diplomatique, Donald Trump et la Première ministre britannique, Theresa May, sont aussi «tombés d'accord», lors d'une conversation téléphonique, «pour ne pas laisser l'usage d'armes chimiques se poursuivre», a rapporté la Maison Blanche. Toutes les attentions de la communauté internationale sont ainsi polarisées sur la Syrie.

Brèves

IMMIGRATION

Les Tchadiens de nouveau persona grata aux États-Unis

Avant-hier mardi, les États-Unis ont annoncé la levée de l'interdiction d'entrée sur leur territoire imposée aux Tchadiens, en affirmant que le Tchad répond déjà aux exigences préalables de Washington. Il s'agit, selon une source sécuritaire américaine, d'une mise à niveau des normes de sécurité tchadienne pour qu'elles correspondent aux exigences de base de la sécurité nationale américaine. Dorénavant, les ressortissants du pays d'Idriss Déby Itno peuvent de nouveau obtenir des visas pour se rendre au pays de l'oncle Sam. Mais, l'interdiction qui court depuis septembre 2017 sera formellement levée demain vendredi.

FRANCE

08 femmes sur 10 victimes de harcèlement sexuel

Selon un sondage Ifop (Institut français d'opinion publique), publié mercredi, sifflement, insulte, agression sexuelle: plus de huit Françaises sur dix (soit 81%) ont déjà subi une forme d'atteinte ou d'agression sexuelle dans la rue ou les transports en commun. Dans le détail, 26% des femmes interrogées déclarent avoir été confrontées à au moins une situation de harcèlement au cours des douze derniers mois et 55% il y a plus d'un an, d'après cette enquête menée à l'occasion de la Semaine internationale de lutte contre le harcèlement de rue (8 au 14 avril). Les formes verbales ou visuelles de harcèlement sont les plus répandues en France.

GUERRE COMMERCIALE

La Chine porte plainte contre les États-Unis à l'Omc

Pour contester la décision des États-Unis d'imposer des taxes sur les importations d'acier (25%) et d'aluminium (10%), la Chine a porté plainte contre les États-Unis devant l'Organisation mondiale du commerce (Omc). Pour l'empire du Milieu, ces nouvelles taxes, qui ont pris effet à compter du 23 mars, sont contraires aux règles de l'Omc (basée à Genève), car elles s'appliquent à «tous les pays à l'exception du Canada, du Mexique, de l'Australie, de l'Argentine, de la Corée du Sud, du Brésil et de l'Union européenne». Le conflit commercial qui oppose les deux puissances économiques mondiales dure depuis bientôt un mois.

CENTRAFRIQUE

Bangui plonge à nouveau dans la violence

Un Casque bleu parmi les personnes tombées sur le carreau, dans la capitale du pays.

D.A

Comme une fatalité, la République centrafricaine est loin de tourner la page de la crise ouverte depuis pratiquement cinq ans. La preuve, depuis le 08 avril, la capitale politique, Bangui, connaît un fort regain de violences, dans lesquelles un Casque bleu et deux civils sont passés de vie à trépas. En plus du Casque bleu abattu le 10 avril, huit autres ont été blessés dans des affrontements entre une patrouille composée des forces onusiennes et de soldats centrafricains, et des milices d'"auto-défense" auto-proclamées dans le quartier musulman du Pk5 (point kilométrique 5) de Bangui. C'est la première fois qu'un soldat onusien est tué à Bangui dans des violences, depuis l'arrivée au pouvoir du président Faustin-Archange Touadéra, en 2016. Depuis plusieurs mois, le quartier de Bangui, où vit la majorité des musulmans de la capitale, est le théâtre de barbaries meurtrières. En effet, la population commerçante dudit quartier a arrêté début 2018 de payer les milices armées pour protester contre leurs violences, qui se sont poursuivies. C'est ainsi que le 08 avril, l'Organisation des Nations unies (Onu) et les forces de sécurité centrafricaines ont lancé une opération militaire pour démanteler ces groupes armés. Dans la nuit de dimanche à lundi,

une base de la Minusca en centre-ville de la capitale centrafricaine, située à proximité de la résidence du président Touadéra, est prise d'assaut par une attaque d'individus fortement armés. C'est la première fois que le centre-ville de Bangui est touché par les violences depuis l'élection de l'actuel président de la République. D'après notre source, les rues de la capitale centrafricaine

étaient pratiquement vides mardi soir, et la plupart des commerces fermés. Des coups de feu ont été entendus au sein de la prison, selon des témoignages concordants. Des rumeurs faisaient état mardi d'une tentative d'évasion, sans qu'il soit possible de confirmer l'information. Ces violences interviennent alors que le chef du département des opérations de maintien de la paix de

l'Onu, Jean-Pierre Lacroix, et le commissaire pour la Paix et la Sécurité de l'Union africaine, Smaïl Chergui, étaient à Bangui mardi pour une visite conjointe. Donc, un véritable défi à la force onusienne. Il est à relever que plusieurs médiations ont tenté vainement depuis 2013 de ramener la paix en Centrafrique.

MUGABE

Sale temps pour le président déchu



Les dernières nouvelles en provenance du Zimbabwe font état de ce que le Parlement veut convoquer l'ex-président Robert Mugabe pour le soumettre à un interrogatoire relatif aux revenus des diamants. Il s'agira, d'après un député, de savoir comment ont été utilisés des revenus tirés des mines de diamants du pays pendant son règne. «La commission a décidé de convoquer l'ancien président pour témoigner», a dans une sortie médiatique déclaré le député indépendant Temba Mliswa, qui préside la commission des mines et de l'énergie de l'ancienne Rhodésie du Sud. Visiblement, pour établir les responsabilités, les députés

veulent en savoir davantage sur les propos de l'ancien chef de l'État tenus en 2016, dans lesquels il regrettait que son pays a perdu 15 milliards de dollars (environ 7 500 milliards de Fcfa) de revenus diamantifères à cause de la corruption et de l'évasion des capitaux pratiquée par les compagnies minières étrangères. «Il était le président à l'époque et nous voulons savoir d'où il a sorti ce chiffre de 15 milliards de dollars», a exprimé M. Mliswa. Déjà, la commission du Parlement chargée de ce dossier a sommé plusieurs anciens ministres, chefs de la police et haut responsables de l'administration de venir témoigner. Dans un rapport publié en 2017, l'Ong Global

Witness accusait les dirigeants zimbabwéens d'avoir détourné pendant des années les profits tirés de l'exploitation du diamant pour financer la répression de leurs adversaires politiques. Selon Global Witness, les services secrets zimbabwéens ont détenu discrètement une partie du capital d'une entreprise exploitante des diamants dans la mine de Marange (est). Et le Zimbabwe n'a jamais publié de statistiques jugées crédibles de ses activités diamantifères, qui ont débuté en 2006. En rappel, après 37 ans d'un pouvoir sans partage à la tête du Zimbabwe, Robert Mugabe (94 ans) a été éconduit du pouvoir par son propre parti, le 21 novembre 2017.